

**ARRÊTÉ N° ARR_2022_1330_TARIF STAMOUR EHPAD LUCIENGUICHARD
012023 DEP**

fixant les tarifs journaliers dépendance
et la part du forfait global relatif à la dépendance
à la charge du Département du Jura
de l'EHPAD "Lucien Guichard"
à SAINT AMOUR
à compter du 1er janvier 2023

Service : PDS - ETABLISSEMENTS BUDGET COMPTABILITE

LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles :

- L.314-1 et suivants et R.314-1 et suivants relatifs au financement et la tarification des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- L.351-1 à L.351-7 et R.351-15 à R.351-19 relatifs aux contentieux de la tarification sanitaire et sociale et à l'introduction des recours ;

VU la loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

VU le décret n° 2016-1814 du 21 décembre 2016 relatif aux principes généraux de la tarification, au forfait global de soins, au forfait global dépendance et aux tarifs journaliers des établissements hébergeant des personnes âgées dépendantes relevant du I et II de l'article L 313-12 du CASF ;

VU la délibération du Conseil départemental du Jura n° CD_2022_051 du 7 novembre 2022 fixant pour 2023 l'objectif annuel d'évolution des dépenses ;

VU l'arrêté n°2022_1185_TARIF POINTGIR 012023 fixant la valeur référence du point GIR départemental pour l'exercice 2023 ;

VU l'avis de Monsieur le Directeur Général Adjoint en charge du Pôle des Solidarités ;

VU l'arrêté en vigueur de délégation permanente de signature consentie à Madame la Directrice Générale des Services du Département ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 Les tarifs journaliers DEPENDANCE de l'EHPAD « Lucien Guichard » à SAINT AMOUR sont fixés comme suit, à compter du **1^{er} janvier 2023**, par résident :

Accueils permanent et temporaire :

- GIR 1 - 2 **20,21 €**
- GIR 3 - 4 **12,83 €**
- GIR 5 - 6 **5,44 €**

ARTICLE 2 La part du forfait global relatif à la dépendance à la charge du Département du Jura est fixée à **218 820 €** pour 2023.

Cette somme sera versée sous forme de 12 acomptes mensuels.

ARTICLE 3 Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir à la juridiction territorialement compétente dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes auxquelles il a été notifié, ou de sa publication pour les autres personnes.

ARTICLE 4 Madame la Directrice Générale des Services du Département, Monsieur le Directeur Général Adjoint en charge du Pôle des Solidarités, Mesdames la Présidente du Conseil de Surveillance, la Directrice de l'établissement susvisé, ainsi que Monsieur le Chef du service de gestion comptable de Lons-le-Saunier, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le Site Internet du Département <https://www.jura.fr/> et affiché dans les locaux de l'établissement.

Destinataires :

- Département
 - Mission Comptabilité
 - Site Internet
- Chef de service de gestion comptable de Lons le Saunier
- Établissement
- Préfecture

Signature de l'arrêté

